

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022

COMPTE RENDU DU PROCÈS VERBAL

*Membres en
exercice : 11*

Corum : 7

Présents : 8

Absents : 3

Pouvoirs : 1

Votants : 9

L'an deux mil vingt-deux, seize décembre à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la commune d'Amécourt, légalement convoqués le neuf décembre deux mil vingt-deux, se sont réunis à la mairie d'Amécourt, en séance publique sous la présidence de Monsieur Jérôme VREL, Maire

Etaient présents :

BÉAL Alain,
BERSANNE Fabien,
BOUDINY Marie-Clémence,
CRIGNON Mathieu,
DUMAY Elise,
MATSERAKA Jean, *(arrivée 20h04)*
TRÉHIN Martial,
VREL Jérôme,

Absents Excusés :

VAQUIN Fabrice *(pouvoir F. Bersanne)*

Absents :

COMBY Michel,
FLANDRIN Franck,

Secrétaire de séance :

Elise DUMAY
(PV rédigé par Marie Karine CORRE)

Sommaire de la séance du 16 décembre 2022

- 1- *Délibérations : séance du 23 septembre 2022*
- 2- *Alliance Loisir (intervention N. Lainé)*
- 3- *Sécurisation bas du village*
 - *Demande de subvention*
- 4- *Crédit d'investissement anticipés*
- 5- *CDCVN - Modification des statuts*
 - *Compétence «Politique du logement en cadre de vie -*
- 6- *Provisions pour créances douteuses*
- 7- *Décision modificative*
- 8- *Souscription église / cimetière*
- 9- *Point salle des fêtes*
- 10- *Point travaux mairie*
- 11- *Point urbanisme*
- 12- *Point entretien espaces verts*
- 13- *Débat d'Orientation Budgétaire*
- 14- *Questions diverses*

Délibérations n° :

23a/2022	<i>Sécurisation bas du village - Travaux</i>
23b/2022	<i>Sécurisation bas du village - Subventions</i>
24/2022	<i>Crédit d'investissements anticipés 2023</i>
25/2022	<i>CDCNV: Modif. Statuts - Politique logement cadre vie</i>
26/2022	<i>Provisions créances douteuses - instauration</i>
27/2022	<i>Décision Modificative 1</i>
28/2022	<i>Mécénat Eglise Cimetière</i>
29/2022	<i>Salle des fêtes - Consommation électrique</i>
30/2022	<i>DT 422263 - Passage LED TRI</i>

1- APPROBATION DE LA SEANCE DU 17 MARS 2022

Etant entendu que le Conseil Municipal a précédemment pris connaissance du contenu du procès-verbal de la séance du 23 septembre 2022, la séance est ouverte par l'énoncé des délibérations prises lors de ladite séance.

16/2022 SIEGE27 DT422219 (ar-37/2021)
17/2022 SIVoS - Modification des statuts
18/2022 Modification du régisseur suppléant
19/2022 Abrogation AM2018-02
20/2022 Correspondant incendie et secours
21/2022 Zone 30km/h en agglomération
22/2022 Nomenclature M57

2- ALIANCE LOISIR

Intervention de M. Lainé, éducateur sportif pour cette association sociale et solidaire en milieu rural reconnue et engagée aux côtés des communes pour créer des environnements favorables à la santé et à la qualité de vie,

- Programme proposant des activités physiques, de loisirs, sportives sous une forme ludique, accessibles à tous durant un atelier d'une durée d'une heure, tous publics et tous niveaux, sur 36 semaines
- Projet élaboré et financé en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé (ARS).
- Objectif: e permettre à la population, disposant de peu de temps pour pratiquer une activité physique, de découvrir et de s'initier à un sport. L'une des finalités est également que les personnes intéressées poursuivent l'activité de manière pérenne dans leur commune grâce à notre partenariat.
- Coûts pour la commune : convention financière pour la rémunération des animateurs / animatrices = environ 1500€ (+ frais de salles, de

terrains de plein air, ou d'esplanades, espaces publics, de communication...)

- Coût pour les participant-e-s : environ 100€, donnant accès à tous les ateliers de toutes les communes adhérentes.

Le Conseil Municipal souhaite étudier cette proposition d'adhésion à ce programme.

3 - SECURISATION BAS DU VILLAGE

a) Phases de travaux

I - SITUATION DES TRAVAUX ET PROBLÉMATIQUE

Les travaux envisagés se situent rue du buisson bleu dans la commune d'AMECOURT, entre le carrefour avec le chemin de la Maladrerie et la fin d'agglomération, soit une distance d'environ 170 mètres. Dans cette portion de rue, la vitesse est excessive et le danger ressenti au droit de l'arrêt de car et du carrefour avec le chemin de la Maladrerie donne un sentiment d'insécurité pour les usagers et les riverains. La municipalité souhaite donc réaliser des aménagements visant à apaiser la vitesse en entrée d'agglomération et à sécuriser l'arrêt de car et le carrefour.

II - DÉFINITION DES TRAVAUX

Les travaux préconisés consistent alors à :

- Aménager une double écluse en sortie d'agglomération côté Nord vers Talmontiers, permettant ainsi d'apaiser la vitesse en entrée/sortie d'agglomération et sécuriser la sortie de l'accès aux habitations présentes en contrebas.
- Aménager une écluse axiale au droit de l'arrêt de car qui sera légèrement déplacé à l'occasion de cet aménagement de sécurité
- Poser des bordures caniveaux entre les deux aménagements permettant ainsi de gérer l'écoulement des eaux pluviales pour limiter la stagnation d'eau en accotement devant le mur du château

- Réaliser un tapis d'enrobé sur cette section de voirie aménagée
- Dans un second temps, réalisation d'un cheminement piéton empierré permettant de relier la sente piétonne qui conduit à l'église puis au village, nécessitant la pose d'une centaine de mètres de bordures/caniveaux et une reprise de chaussée devant bordures en enrobé

III - ESTIMATION PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À L'AIDE DES PRIX DU MARCHÉ À BONS DE COMMANDE

L'estimation totale y compris une somme à valoir pour révisions de prix estimée à 12%, s'élève à 98 400,00 €HT toute tranche confondue et se décompose comme suit :

- Phase 1: 75 439.06€ ht
- Part communale : 15 992.10€
- Phase 2: 22 930.32€ ht
- Part communale : 13 497.00€ ht

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

RETIENT la phase 1 de travaux pour 2023

INSCRIRA au BP 2023 les crédits correspondants

DONNE tout pouvoir au Maire pour faire réaliser les travaux

ADOpte la présente délibération à :

- 1 CONTRE
- 0 ABSTENTION
- 7 POUR

Délibération 23a/2022

b) Demande de subvention

Vu la délibération 23a/2022, concernant l'aménagement d'une voie de rétrécissement dans la cadre de la sécurisation du bas du village et notamment de son arrêt de bus ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

SOLLICITE une aide financière auprès du département de l'Eure au titre des amendes de police.

AUTORISE M. le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires pour mener à bien ce projet

ADOpte à l'unanimité la présente délibération

Délibération 23b/2022

4- CREDITS D'INVESTISSEMENTS ANTICIPES 2023

Dans le cadre de la continuité du service public, l'exécutif peut, entre le 1^{er} janvier et le vote du budget, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, sous réserve d'une autorisation spéciale de l'organe délibérant et dans la limite du quart de crédits d'investissements ouverts dans l'année budgétaire précédente (art. L1612-1 du CGCT).

Cette mesure ne concerne pas les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette qui viendrait à échéance avant le vote du budget et pour lesquels l'exécutif a le droit de les mandater.

Sur cette base il convient d'autoriser l'ouverture anticipé en dépense d'investissement pour l'exercice 2023 des crédits suivants :

Chap	Article	Total des crédits ouvert au BP2022	Ouverture anticipée des crédits d'investissement 2023
20		1 000.00	1 250.00
	203	1 000.00	250.00
204		6 000.00	1 500.00
	20412	6 000.00	1 500.00
21		46 385.74	11 596.44
	2152	20 000.00	5 000.00
	2158	10 000.00	2 500.00
	2181	10 000.00	2 500.00
	2188	6 385.74	1 596.44

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE l'ouverture anticipée de crédit
d'investissement 2023

ADOpte à l'unanimité la présente délibération

Délibération 24/2022

5- CDCVN: MODIFICATION DES STATUTS AVEC LA REPRISE DE LA COMPETENCE POLITIQUE DU LOGEMENT ET CADRE DE VIE

Considérant la volonté et la demande des élus, de voir en 2017 la Communauté de communes du Vexin Normand se doter d'une compétence afférente à une OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) d'envergure communautaire qui permettait :

- dans un 1^{er} temps d'étudier les besoins des particuliers du territoire (façade, énergie, accessibilité...);
- dans un 2^{ème} temps de leur proposer des travaux d'amélioration (travaux faits en direct par les particuliers sans maîtrise d'ouvrage communautaire) avec à la clé des subventions du Département et de l'ANAH (en moyenne entre 60 à 70 %);

Considérant dans ce cadre, les actions menées dès 2017, à savoir :

- Délibération n°2017141 du 19/6/2017 pour prendre la compétence optionnelle « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées » ;
- Délibération n°2017221 en date du 15/11/2017 déclarant d'intérêt communautaire, au titre de la compétence « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire », « les études, suivis-animations, mobilisations d'aides financières visant sur l'ensemble du territoire communautaire, les opérations d'amélioration de l'habitat bâti de type OPAH ou PIG » ;
- Marché attribué à Soliha pour assuer les prestations de l'OPAH dont le bilan est joint ci-après sur les 2 premières années ;

Vu l'article L.5214-23-1 4° du Code Général des Collectivités Territoriales (*en vigueur jusqu'au 27 décembre 2018 - abrogation par la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019*) qui prévoyait la possibilité d'une DGF bonifiée en cas d'exercice de certaines compétences et notamment en matière de logement social en sus de la CET unique :

- « Les Communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts dont la population est comprise entre 3 500 habitants et 50 000 habitants au plus ou, lorsqu'elle est inférieure à 3 500 habitants, et qu'elles sont situées en zone de revitalisation rurale de montagne et comprennent au moins dix communes dont un chef-lieu de canton ou la totalité des communes d'un canton ou bien, lorsqu'elle est supérieure à 50 000 habitants, n'inclut pas de commune centre ou de commune chef-lieu de département de plus de 15 000 habitants, sont éligibles à la dotation prévue au quatrième alinéa du II de l'article L.5211-29 lorsqu'elles exercent au moins quatre des huit groupes de compétences suivants : [...] »
- 4° Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; »

Vu que ce texte a été abrogé en décembre 2018 par la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

Vu ces éléments, la Communauté de communes du Vexin Normand ne pouvait donc plus restreindre la politique du logement à l'intérêt communautaire de l'OPAH et devait :

- soit garder la compétence politique du logement dans sa complétude dans les statuts pour pouvoir bénéficier des subventions pour l'Opah ;
- soit la supprimer ;

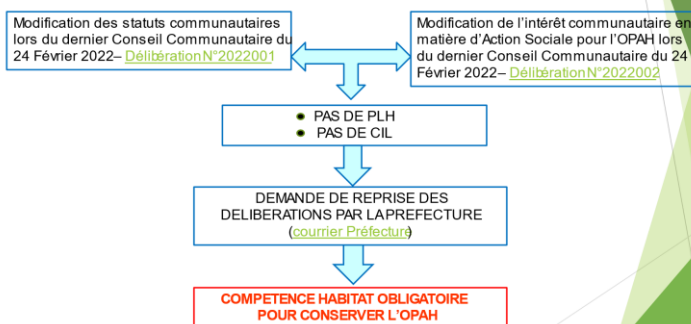
Considérant les délibérations n°2022001 et 2022002 du 24 février 2022 corroborées par le vote des communes pour supprimer la compétence politique du logement et cadre de vie des statuts de la Communauté de communes du Vexin Normand et mettre l'OPAH dans l'intérêt communautaire bloc Action Sociale ;

Considérant le courrier de la Préfecture sur ce point reçu en mars 2022 (en annexe) précisant que si la Communauté de communes ne prend pas la compétence politique du logement et cadre de vie, dans laquelle s'intègre la compétence habitat, elle ne pourrait être cocontractante avec l'Etat, l'Anah et le Département au titre de l'Opah et ainsi perdrait les subventions qu'elle percevait par an sur ce point, soit environ entre 25 000 € et 34 000 €/an:

Dans ce cadre et à ce jour, 2 alternatives strictes semblent exister et se reposer pour faire un choix définitif :

- la Communauté de communes dispose dans sa complétude de la compétence «politique du logement et cadre de vie» dans laquelle s'intègre l'habitat (Opah notamment) et des outils à développer (PLH) et la mise en place d'une Conférence Intercommunale du Logement ;
- Elle confirme son choix fait en février 2022 de ne pas disposer d'une telle compétence entière et elle ne pourra pas signer la contractualisation avec les services de l'Etat et l'ANAH pour poursuivre les financements de l'Opah ;

II - Point sur l'OPAH suite au refus de l'Etat des délibérations 2022001 et 2022002 de la CCVN :



B - Compétence Habitat - Obligations rappelées par la DDTM

La CCVN est compétente en matière d'habitat au sens de l'art. L. 5214-16 du CGCT = « politique du logement et du cadre de vie » du fait de l'exercice d'une opération programmée de l'habitat (OPAH)



La CCVN est un territoire qui compte + de 30 000 habitants et comprend au moins une commune de + de 10 000 habitants



Un EPCI compétent en matière d'habitat est tenu d'élaborer un **programme local de l'habitat (PLH)** + installation d'une **conférence intercommunale du logement (CIL)**

- Défini aux articles L.302-1 à L.302-9-2 du CCH;
- Document essentiel d'observation, de définition et de programmation des investissements et des actions en matière de politique du logement à l'échelle d'un territoire.

- Simplifier les processus d'attribution des logements sociaux
- Informer le public et les demandeurs de logement social
- Création d'espaces de concertation avec les maires sur la politique locale d'attributions de logements sociaux

Considérant le bilan sur l'Opah pouvant être fait :

	Montants travaux engagés	Subventions accordées
2020	661 303 €	298 666 €
2021	1 250 000 €	+ de 600 000 €

BILAN 2020 - 2021 :
76 logements améliorés

Prestataire SOLIHA
Marché 07 MP 2018

Pré-étude opérationnelle
(42 000 € TTC)

Mise en place d'une OPAH
Durée 3 ans (2019 à 2022)

Suivi-animation
(10-12-2019 au 09-12-2022)

FINANCEURS
ANAH - 17 500 €
CD27 - 12 250 €

FINANCEURS
ANAH - 25 500 €/an
CD27 - 6835 €/an

Délibération 2019095

- Lutte contre l'habitat indigne (6)
- Rénovation énergétique (77)
- Maintien à domicile (30)

Propriétaire occupant de logement de + de 15 ans

département et par le président de l'établissement public de coopération intercommunale, le maire de la commune de Paris ou le président du conseil de territoire de l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris.

Cette conférence adopte, en tenant compte des dispositions de l'article L.441-2-3 et des critères de priorité mentionnés à l'article L.441-1, ainsi que de l'objectif de la mixité sociale des villes et des quartiers, des orientations concernant les attributions de logements sur le patrimoine locatif social présent ou prévu sur le territoire concerné en précisant :

1° Les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les secteurs à l'échelle du territoire concerné à prendre en compte pour les attributions de logements sociaux, dont les mutations, en tenant compte de la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans le respect des articles L.300-1, L.441-1 et L.441-2-3 ;

1° bis Le cas échéant, un taux supérieur au taux minimal des attributions annuelles, suivies de baux signés, de logements situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville mentionné au vingt-troisième alinéa de l'article L.441-1 ;

1° ter Le cas échéant, un taux supérieur au taux minimal des attributions annuelles de logements situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville mentionné au vingt-sixième alinéa du même article L.441-1 ;

2° Les objectifs de relogement des personnes mentionnées aux articles L.441-1 et L.441-2-3, ainsi que de celles relevant des opérations de renouvellement urbain.

Les orientations adoptées peuvent prévoir des catégories de demandeurs ou de logements et des secteurs du territoire concerné pour lesquels les logements disponibles, réservés ou non, font l'objet d'une désignation de candidats d'un commun accord entre les bailleurs, les réservataires et l'établissement public de coopération intercommunale, la commune de Paris ou l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris.

Dans chaque quartier prioritaire de la politique de la ville, à la demande du maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le quartier, une commission composée des bailleurs sociaux, des réservataires, du maire et du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du président du conseil de territoire de l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris, ou de leurs représentants, est chargée de désigner, d'un commun accord, les candidats pour l'attribution des logements disponibles, selon des modalités définies par la convention mentionnée à l'article L.441-1-6.

La mise en oeuvre des orientations approuvées par l'établissement public de coopération intercommunale, la commune de Paris ou l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris et par le représentant de l'Etat dans le département fait l'objet d'une convention intercommunale d'attribution ou, pour la commune de Paris, d'une convention d'attribution signée entre l'établissement public de coopération intercommunale, la commune de Paris ou l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris, les bailleurs de logements sociaux possédant ou gérant du patrimoine sur le territoire concerné, les titulaires des droits de réservation sur ce patrimoine et, le cas échéant, d'autres collectivités territoriales ou d'autres personnes morales intéressées.

La conférence est associée au suivi de la mise en oeuvre, sur le ressort territorial concerné, de la convention d'attribution, du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs et des systèmes mentionnés au I de l'article L.441-2-8, ainsi que des conventions passées en application du premier alinéa du III du même article L.441-2-8. Elle peut formuler des propositions en matière de création d'offres de logement adapté et d'accompagnement des personnes. »

Le 23e alinéa de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigé : « Sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale tenus de se doter d'un programme local de l'habitat en application du dernier alinéa du IV de l'article L.302-1 ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville, de la commune de Paris et des établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, au moins 25 % des attributions annuelles, suivies de baux signés, de

logements situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville, sont consacrées : [...] »

- *Mise en place d'un PLH: Un programme local de l'habitat est élaboré dans les Communautés de communes compétentes en matière d'habitat (politique du logement et cadre de vie) de plus de 30 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, dans les communautés d'agglomération, dans les métropoles et dans les communautés urbaines. » Ce sont les dispositions des articles L.302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation qui encadrent le dispositif du programme local de l'habitat.*

Ainsi, l'article L.302-1 prévoit que :

« I.-Le programme local de l'habitat est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres.

Pour les communes de Paris, Marseille et Lyon, les maires d'arrondissement ou leurs représentants participent à l'élaboration du programme local de l'habitat.

II.-Le programme local de l'habitat définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Ces objectifs et ces principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins des habitants actuels et futurs, de la desserte en transports, des équipements publics, de la nécessité de lutter contre l'étalement urbain et des options d'aménagement déterminées par le schéma de cohérence territoriale ou le schéma de secteur lorsqu'ils existent, ainsi que du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, du schéma départemental d'accueil des gens du voyage et, le cas échéant, de l'accord collectif intercommunal défini à l'article L.441-1-1.

III.-Le programme local de l'habitat comporte un diagnostic sur le fonctionnement des marchés du logement et sur la situation de l'hébergement, analysant les différents segments de l'offre de logements, privés et sociaux, individuels et collectifs, et de l'offre d'hébergement. Le diagnostic comporte notamment une analyse des marchés fonciers, de l'offre foncière et de son utilisation, de la mutabilité des terrains et de leur capacité à accueillir des logements. Ce diagnostic inclut un repérage des situations d'habitat indigne, au sens du premier alinéa de l'article 1er-I de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement, et des copropriétés dégradées.

Le programme local de l'habitat définit les conditions de mise en place d'observatoires de l'habitat et du foncier sur son territoire.

Les observatoires de l'habitat et du foncier sont mis en place au plus tard trois ans après que le programme local de l'habitat a été rendu exécutoire. Ils ont notamment pour mission d'analyser la conjoncture des marchés foncier et immobilier ainsi que l'offre foncière disponible. Cette analyse s'appuie en particulier sur un recensement :

1° Des friches constructibles ;

2° Des locaux vacants ;

3° Des secteurs où la densité de la construction reste inférieure au seuil résultant de l'application des règles des documents d'urbanisme ou peut être optimisée en application de l'article L. 152-6 du code de l'urbanisme ;

4° Dans des secteurs à enjeux préalablement définis par les établissements publics de coopération intercommunale, des surfaces potentiellement réalisables par surélévation des constructions existantes ;

page 5/11

5° Dans des secteurs urbanisés, des surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables et, dans les zones urbaines, des espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques.

L'analyse prend également en compte les inventaires des zones d'activité économique prévus à l'article L.318-8-2 du même code.

Les observatoires de l'habitat et du foncier rendent compte annuellement du nombre de logements construits sur des espaces déjà urbanisés et sur des zones ouvertes à l'urbanisation.

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui ne sont pas couverts par un plan local de l'habitat et qui sont dans l'incapacité de mettre en place un dispositif d'observation de l'habitat et du foncier peuvent conclure une convention avec l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local de l'habitat le plus proche, dans les conditions qu'ils déterminent.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent III, notamment pour préciser les analyses, les suivis et les recensements assurés par les observatoires de l'habitat et du foncier.

IV.-Le programme local de l'habitat indique les moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins en logements et en places d'hébergement, dans le respect du droit au logement et de la mixité sociale et en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, en précisant :

-les objectifs d'offre nouvelle ;

-les actions à mener en vue de l'amélioration et de la réhabilitation, notamment énergétique, du parc existant, qu'il soit public ou privé, et les actions à destination des copropriétés en difficulté, notamment les actions de prévention et d'accompagnement. A cette fin, il précise les opérations programmées d'amélioration de l'habitat, le cas échéant, les opérations de requalification des copropriétés dégradées et les actions de lutte contre l'habitat indigne ;

-les actions et opérations de requalification des quartiers anciens dégradés au sens de l'article 25 de la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

-les actions et opérations de rénovation urbaine et de renouvellement urbain, notamment celles mentionnées par la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, impliquant la démolition et la reconstruction de logements sociaux, la démolition de logements situés dans des copropriétés dégradées, assorties d'un plan de revalorisation du patrimoine conservé et des mesures envisagées pour améliorer la qualité urbaine des quartiers intéressés et des services offerts aux habitants ainsi que de la prise en compte du relogement des habitants et des objectifs des politiques de peuplement ;

-les actions à mener en matière de politique foncière permettant la réalisation du programme ;

-la typologie des logements à réaliser ou à mobiliser au regard d'une évaluation de la situation économique et sociale des habitants et futurs habitants et de son évolution prévisible. Cette typologie doit notamment préciser l'offre de logements locatifs sociaux (prêts locatifs sociaux et prêts locatifs à usage social) et très sociaux (prêts locatifs aidés d'intégration) ainsi que l'offre locative privée dans le cadre d'une convention avec l'Agence nationale de l'habitat au titre de l'article L.321-8 ou issue d'un dispositif d'intermédiation locative et de gestion locative sociale. Cette typologie peut également préciser l'offre de logements intermédiaires définis à l'article L.302-16. Pour les programmes couvrant les communes appartenant aux zones mentionnées à l'article 232 du code général des impôts dont la liste est fixée par décret, cette typologie précise l'offre de logements intermédiaires. Pour l'application de cette disposition, les logements appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte mentionnée à l'article L.481-1 dont le loyer prévu au bail est au plus égal aux plafonds fixés au titre IX du livre III, et destinés à des personnes de revenu intermédiaire dont les ressources ne dépassent pas les plafonds fixés au titre IX du livre III, ainsi que les logements financés à l'aide d'un prêt mentionné à ce même titre IX, sont assimilés à des logements intermédiaires au sens de l'article L.302-16 lorsqu'ils ont été achevés ou ont fait l'objet d'une demande de permis de construire déposée avant le 1er mars 2014 ;

-les actions et opérations d'accueil et d'habitat destinées aux personnes dites gens du voyage ;

-les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;

-les réponses apportées aux besoins particuliers des étudiants ;

-les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes en situation de perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap, par le développement d'une offre nouvelle et l'adaptation des logements existants.

Le programme local de l'habitat comprend un programme d'actions détaillé par commune et, le cas échéant, par secteur géographique. Le programme d'actions détaillé indique pour chaque commune ou secteur :

-le nombre et les types de logements à réaliser ;

-le nombre et les types de logements locatifs privés à mobiliser, dans le respect du IV de l'article 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement ;

-les moyens, notamment fonciers, à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs et principes fixés ;

-l'échéancier prévisionnel de réalisation de logements et du lancement d'opérations d'aménagement de compétence communautaire ;

-les orientations relatives à l'application des 2° et 4° de l'article L.151-28 et du 4° de l'article L.151-41 du code de l'urbanisme.

Vu le II de l'article L 5214-16 du CGCT qui indique que les Communautés de communes peuvent par ailleurs exercer, en lieu et place des communes, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences relevant des groupes suivants, ce qui signifie limiter à l'OPAH communautaire dans l'intérêt communautaire et rappeler l'obligation du code de la construction et de l'habitat pour la conférence intercommunale du Logement (CIL) via l'article L.441-1-5 du

code de la construction et de l'habitation et les articles L.302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation qui encadrent le dispositif du programme local de l'habitat (PLH);

Vu l'avis de la Commission Administration Générale du 13 septembre 2022;

Vu l'avis du Bureau communautaire en date du 14 septembre 2022;

Vu enfin la délibération communautaire n° 2022079 prise le 29 septembre 2022 et ayant acté la prise de la compétence politique du logement et cadre dans les statuts communautaires et acté par ailleurs, la modification de l'intérêt communautaire de la dite compétence tel que suit :

« Sont d'intérêt communautaire :

- Les études, suivis-animations, mobilisations d'aides financières visant sur l'ensemble du territoire communautaire, les opérations d'amélioration de l'habitat bâti de type OPAH ou PIG ainsi que toutes les permanences énergie (SARE, Faire, Rénovation) auxquelles la Communauté de communes contribue financièrement par voie de convention ou de prestation.
- Selon le Code de la construction et de l'habitat, la Conférence Intercommunale du logement et la mise en place/suivi/animation d'un PLH intercommunal; ces 2 outils seront toutefois mis en place progressivement au sein du territoire du Vexin Normand en cohérence avec la mise en place du nouveau SCOT. »

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la modification statutaire telle que jointe en annexe, avec la prise de la compétence politique du logement et du cadre de vie dans les statuts par l'ajout de l'article 4.2.6 « Politique du Logement et cadre de vie : La Communauté de communes est compétente pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire sur la politique du logement et de cadre de vie tel que mentionnés dans le document référençant l'intérêt communautaire des compétences » (bas de la page 7 sur 15).

INDIQUE en parallèle l'intérêt communautaire de ladite compétence :

« Sont d'intérêt communautaire :

- Les études, suivis-animations, mobilisations d'aides financières visant sur l'ensemble du territoire

communautaire, les opérations d'amélioration de l'habitat bâti de type OPAH ou PIG ainsi que toutes les permanences énergie (SARE, Faire, Rénovation) auxquelles la Communauté de communes contribue financièrement par voie de convention ou de prestation.

- Selon le Code de la construction et de l'habitat, la Conférence Intercommunale du logement et la mise en place/suivi/animation d'un PLH intercommunal ; ces 2 outils seront toutefois mis en place progressivement au sein du territoire du Vexin Normand en cohérence avec la mise en place du nouveau SCOT.»

ADOPTE à l'unanimité la présente délibération

Délibération 25/2022

6- PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES - Institution et ajustement de la provision pour dépréciation des créances douteuses

La constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R.2321-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses. Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le recouvrement des restes à recouvrer est compromis, malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, estimé à partir d'informations communiquées par le comptable.

D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur ont échangé leurs informations sur les perspectives de recouvrement des créances. L'inscription des crédits budgétaires, puis les écritures de dotations aux provisions, ne vous sont

donc proposées qu'après concertation et accord. Dès lors qu'il existe, pour certaines créances, des indices de difficulté de recouvrement (compte tenu notamment de la situation financière du débiteur ou d'une contestation sérieuse), la créance doit être considérée comme douteuse. Dès lors, il convient d'être prudent en constatant une provision, car la valeur des titres de recette pris en charge dans la comptabilité de la commune peut s'avérer supérieure à celle effectivement recouvrée et générer une charge latente.

Le mécanisme comptable de provision permet d'appréhender cette incertitude, en fonction de la nature et de l'intensité du risque. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 «Dotations aux provisions / dépréciations des actifs circulants».

La méthode proposée s'appuie sur l'ancienneté de la créance comme premier indice des difficultés pouvant affecter son recouvrement d'une créance. Des taux forfaitaires de dépréciation seront alors appliqués de la manière suivante :

Exercice de prise en charge de la créance	Taux de dépréciation
N-1	15%
N-2	15%
N-3	15%
Antérieur	15%

Concernant l'année 2021, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Créances restant à recouvrer		Application mode de calcul	
Exercice	Montant total	Taux dépréciation	Montant du stock de provisions à constituer
2020		15%	-
2019		15%	-
2018		15%	-
Antérieurs		15%	38.81
Provision à constituer			38.81
Provision déjà constituée	0.00		0.00
Provision à ajuster sur 2022			38.81

Aucune provision n'a été constituée sur les exercices précédent, il convient donc de constituer une provision nécessaire à hauteur de 38.81€

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré,

RETIENT pour le calcul aux dotations des provisions aux créances douteuses à compter de l'exercice 2021, la méthode prenant en compte l'ancienneté de la créance avec des taux forfaitaires de dépréciation tels que détaillés ci-dessus ;

CONSTITUE une provision de 38.81 €, dont les crédits seront inscrits au chapitre 68 article 6817 «Dotation aux provisions / dépréciations des actifs circulants » du budget principal ;

S'ENGAGE à actualiser annuellement le calcul et à inscrire au budget communal cette provision pour les prochains exercices.

ADOpte à l'unanimité la présente délibération.

Délibération 26/2022

7- DECISION MODIFICATIVE

Vu la délibération 26/2022 ;

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE de procéder au vote de virement de crédits suivants, sur le budget de l'exercice 2022 ;

CREDITS A OUVRIR

Chapitre	Article	Nature	Montant
68	6817	Dotation aux provisions pour dégradation des actifs circulants	+38.81
TOTAL			+38.81

CREDITS A REDUIRE

Chapitre	Article	Nature	Montant
022	022	Dépenses imprévues	-38.81
TOTAL			- 38.81

ADOPTE à l'unanimité la présente délibération.

Délibération n°27/2022

8- MÉCÉNAT TRAVAUX ÉGLISE / CIMETIÈRE

Suite aux projets de travaux de restauration de la toiture de l'église et d'aménagement du cimetière, il est proposé le lancement d'une campagne de mécénat populaire, organisée par la fondation du patrimoine.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DONNE tout pouvoir au Maire pour signer la convention de partenariat avec la fondation du patrimoine

ADOPTE à l'unanimité la présente délibération

Délibération n°27/2022

9- POINT SALLE DES FETES - CONSOMMATION ELECTRIQUE

Considérant l'accroissement des coûts énergétiques et le non-respect des gestes d'économies d'énergies, la consommation électrique sera refacturée après un relevé de compteur effectué avant et après location, lors de la remise des clefs, au-delà d'un forfait de 100kwh

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité la présente délibération

Délibération n°29/2022

10- POINT PROJET MAIRIE

Devis en cours pour transformation en gîte communal, et création d'un bureau de permanence mairie à la salle des fêtes.

11- POINT URBANISME 2022

3 nouveaux PC pour construction de maisons individuelles déposés

12- POINT ENTRETIEN ESPACES VERTS

Renouvellement de l'entretien par SG SERVICES


13- DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Prévision clôture comptable :

- Fonctionnement = Excédent 50 000€
- Investissement = Excédent / Déficit 0€

Soit une capacité prévisionnelle d'investissement 2023 à 50 000€

14- QUESTIONS DIVERSES

 SIEGE27 - DT 422263 - PASSAGE LED TRI

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le SIEGE envisage d'entreprendre des travaux sur le

réseau d'éclairage public / Passage LED TRI

Conformément aux dispositions statutaires du SIEGE et aux règlements financiers dudit EPCI, la réalisation de l'opération est subordonnée à l'accord de la commune qui s'exprime sous la forme d'une contribution financière telle que détaillée dans la convention ci-après annexée.

Cette participation s'élève à:

- en section d'investissement: 6 667.00 €
- en section de fonctionnement: 0.00 €

étant entendu que ces montants seront ajustés sur la base du coût réel des travaux réalisés par le SIEGE dans la limite des montants indiqués ci-dessus.


Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière annexée à la présente,

INSCRIRA des sommes au Budget de l'exercice, au compte 20415 pour les dépenses d'investissement (DP et EP), et au compte 61523 pour les dépenses de fonctionnement (FT),

ADOpte la présente délibération, à l'unanimité.

Délibération 30/2022

 Vœux du Maire
3 janvier 2023

La séance est levée à 21h18

Jérôme VREL
Maire

Elise DUMAY
Secrétaire de séance